



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

inpi

# ALLER À L'INTERNATIONAL

L'expertise INPI au service des entreprises



LA PROPRIÉTÉ  
INTELLECTUELLE  
EN RUSSIE

## LE CONTEXTE GÉNÉRAL

---

*La protection de la propriété intellectuelle (brevets, modèles d'utilité, marques, dessins industriels, droits d'auteur et indications géographiques) est un enjeu majeur pour les investisseurs étrangers en Russie. La réglementation russe est complète, régulièrement amendée et conforme à l'accord de l'OMC sur les ADPIC et aux principaux traités de l'OMPI. Le meilleur moyen de lutter contre la contrefaçon en Russie reste les douanes qui disposent de moyens très importants, mais pour bénéficier de leurs services vos titres de PI doivent être enregistrés au registre douanier.*

## POURQUOI PROTÉGER SA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE EN RUSSIE ?

---

*Comme dans tous les pays et régions du monde, il est important de protéger vos innovations et vos créations. Déposer un brevet, une marque ou un dessin & modèle est le seul moyen d'obtenir un monopole sur sa création, de se différencier de la concurrence et de se protéger des contrefaçons. Cela permet aussi de valoriser vos actifs, par la cession, la licence (notamment de marques en organisant les franchises) ou encore le transfert de technologie.*

*Cette remarque est d'autant plus valable en Russie depuis la création de la cour de propriété intellectuelle, créée en 2013. Cette dernière, compétente en première instance en cas de recours contre les décisions prises par le Service fédéral des brevets et des marques (ROSPATENT), et en cassation, pour l'ensemble des litiges, a vocation à harmoniser le contentieux de la propriété intellectuelle*

## COMMENT PROTÉGER SA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE EN RUSSIE ?

---

Tout ce qui constitue la valeur de l'entreprise doit être protégé par la propriété intellectuelle. Il existe différents mécanismes mobilisables en fonction des types d'innovations et de la protection recherchée.

### LA MARQUE

La marque est un signe permettant d'identifier des produits ou services de ceux fournis par un concurrent. En Russie, la marque peut être composée de mots, graphismes, lettres, nombres, symboles tridimensionnels, de combinaison de couleurs ou d'une combinaison de ces précédents éléments. Ce signe doit être licite, distinctif, et ne doit pas être fonctionnel. La marque offre une durée de protection de 10 ans en Russie, et elle est renouvelable indéfiniment.

Il est possible de protéger sa marque en Russie par l'extension d'une marque française via le système de Madrid. Lors de la procédure, il est courant de recevoir une notification du Rospatent, qui nécessitera de recourir à un mandataire local pour y répondre. Le Rospatent effectue dans sa procédure un examen au fond. Le plus souvent la notification envoyée par le Rospatent repose sur le fondement de la « non disponibilité de la marque » en raison d'une marque préalablement enregistrée identique ou similaire.

Il est également possible de déposer auprès du Rospatent une demande de marque « régionale », pour l'Union douanière eurasiatique (Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Russie), le Rospatent agira comme office récepteur et chaque office examinera la demande.

Pour faire un dépôt par la voie nationale ou régionale, une entreprise française devra impérativement se faire représenter par un mandataire en Russie.

Le dépôt de la marque, qui correspondrait à une translittération en cyrillique, n'est pas obligatoire car la protection de la marque s'étend aux traductions, mais elle peut être pertinente si vous comptez l'utiliser. Il est judicieux de rappeler qu'en cas de non usage, une marque russe (telle que déposée) peut être déchue pour non usage au bout de 3 ans.

### LE BREVET

Les titulaires d'une demande de brevet français peuvent étendre leur protection en Russie via le système PCT en respectant le délai de priorité de 12 mois. Le brevet offre une protection de 20 ans et est normalement délivré dans un délai de 2 à 5 ans. Il existe un système de prolongation de la protection pour une période maximale de 5 ans pour les médicaments et les produits phyto sanitaires.

En Russie, il existe plusieurs types de brevet. Le brevet d'invention, tout d'abord, qui permet de protéger une solution technique nouvelle.

Un autre moyen de protéger une innovation technique est de recourir au dépôt de modèle d'utilité. Similaire au brevet d'invention, ce titre fait cependant l'objet d'un examen allégé au moment de la procédure de délivrance. Il est d'obtention plus rapide (environ 1 an) et moins coûteuse, mais offre une protection plus restreinte, d'une durée de 10 ans seulement.

Le troisième type de brevet, le « brevet de design », ou Dessin et modèle industriel, a vocation à protéger l'apparence esthétique d'un produit. Il est rattaché au brevet dans le code civil russe, l'office réalise un examen au fond pour apprécier sa nouveauté et sa durée de protection est de 10 ans renouvelable 3 fois pour une durée de 5 ans, soit un total de 25 ans.

Il existe pour ces trois titres une voie régionale Eurasiatique qui permet de se protéger dans les pays membres de la convention EAPO (Arménie, Azerbaïdjan, Belarus, Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan), la langue de procédure est le russe.

## LE DROIT D'AUTEUR

Le droit d'auteur russe est assez proche du système français : les droits naissent à compter de la date de création d'une œuvre originale, au bénéfice de son auteur, pour une durée de protection allant jusqu'à 70 ans après le décès de l'auteur. La loi russe protège de façon différente les droits de l'interprète, du producteur de phonogramme, et du créateur de base de données.

Si aucune formalité n'est nécessaire pour l'obtention du droit d'auteur, il est en revanche largement recommandé dans le cas des programmes informatiques et des bases de données, de procéder à des dépôts probatoires, qui faciliteront l'application des droits en cas de litige. Un enregistrement peut notamment se faire auprès du [Rospatent](#).

## LES INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

Il existe en Russie plusieurs moyens de protéger des dénominations géographiques. Si le système des NMPT (appellation d'origine) existe depuis longtemps et ne se limite pas qu'aux produits « agricoles », il est désormais possible et plus simple de déposer un GU (IG) agricole ou artisanale auprès du Rospatent.

**ATTENTION :** de nombreuses appellations européennes non déposées en Russie sont devenues « génériques » localement et ne « représentent plus pour les consommateurs russes un lien entre le terroir et le produit ». Il est donc recommandé aux titulaires d'IG ou d'AO françaises de déposer des demandes d'IG pour se prémunir de ce type de problèmes à l'avenir.

## LE SECRET DES AFFAIRES

Le secret des affaires porte sur des informations ayant une valeur commerciale potentielle ou réelle. Pour être protégées, ces informations doivent être confidentielles et ne pas être connues du public ou des concurrents. Pour bénéficier au mieux de cette protection, il sera important de bien identifier et recenser les secrets des affaires de l'entreprise, et de mettre en place des mesures de préservation de la confidentialité.

# LES CONDITIONS DE DÉPÔT

		Marque	Brevet d'invention	Modèle d'utilité	Dessin et Modèle	Droit d'auteur
Comment ?	Voie internationale	INPI ou EUIPO pour un dépôt international dans le cadre du Protocole de Madrid (marque préalable nationale ou de l'Union européenne nécessaire)	INPI ou OEB ou OMPI pour un dépôt international dans le cadre du PCT (désignation de la Russie ou option brevet eurasien)	Système du PCT dans le délai de priorité de 12 mois à compter de la date de dépôt à l'INPI <a href="http://www.wipo.int/pct/fr/">www.wipo.int/pct/fr/</a>	INPI ou OMPI (dépôt électronique possible), pour un dépôt international dans le cadre de l'Arrangement de La Haye	Naissance du droit du fait de la création mais un enregistrement probatoire en Russie est recommandé
	Voie nationale	Rospatent national/ régional	Rospatent/ régional (EAPO)	Rospatent/ régional (EAPO)	Rospatent/ régional (EAPO)	
Objet de la protection (Les dépôts doivent être effectués en russe)		Signe distinctif composé de mots, lettres, chiffres, aspects tridimensionnels, couleurs, sons, etc. ou la combinaison de ces facteurs	un produit, un procédé ou une nouvelle application. Les méthodes de diagnostic et les traitements thérapeutiques ou chirurgicaux sur le corps humain ou animal	un produit, un procédé ou une nouvelle application. Les méthodes de diagnostic et les traitements thérapeutiques ou chirurgicaux sur le corps humain ou animal	Design nouveau d'un objet ou d'une partie d'un objet (dessins, schéma, combinaisons forme, structure, couleurs, motifs d'un produit...) générant une impression esthétique et présentant une utilité industrielle	Oeuvres littéraires, artistiques, musicales, audiovisuelles, logiciels, dessins et modèles industriels ou architecturaux, ...
Durée de protection		10 ans (renouvelable indéfiniment)	20 ans à compter de la date de la demande initiale (si paiement des taxes annuelles)	10 ans	10 ans renouvelable 3 fois pour une durée de 5 ans, soit un total de 25 ans.	70 ans après le décès de l'auteur
Coûts (Uniquement indicatifs, car il sera souvent obligatoire de passer par un mandataire local qui facturera ses services)		<p><b>Par le système de Madrid OMPI</b></p> <p>Taxe de dépôt Demande noire et blanc : 653CH Demande couleur : 903CH</p> <p>Taxe de désignation : 100CH</p> <p>+ 100CH par classe au-delà de la 3<sup>ème</sup>.</p> <p><b>Par la voie nationale</b></p> <p>Taxe de dépôt : 3500P +1000P pour chaque classe au-delà de 5.</p> <p>Taxe d'examen : 11500P +2500P pour chaque classe au-delà de la première</p>	<p><b>Par la voie PCT</b></p> <p>Redevances à verser à l'INPI : environ 3000€ de taxes pour dépôt international puis taxe de désignation au bout de 30 mois : 16250P.</p> <p><b>Par la voie nationale</b></p> <p>Taxe de dépôt : 3300P + pour chaque revendication après la 10<sup>ème</sup> : 700P</p> <p>Taxe d'examen : 12500P + pour chaque revendication indépendante à compter de la 2<sup>ème</sup> : 9200P</p> <p>Annuités : 3<sup>ème</sup> : 1700P 4<sup>ème</sup> : 1700P 5<sup>ème</sup> : 2500P 10<sup>ème</sup> : 4900P 20<sup>ème</sup> : 16200P</p>	<p><b>Par la voie PCT</b></p> <p>Taxe de désignation 1400P</p> <p>Taxe annuelle pour la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année : par année 800P</p> <p><b>Par la voie nationale</b></p> <p>Taxe de dépôt : 1400P + pour chaque revendication après la 10<sup>ème</sup> : 700P Taxe d'examen : 2500P</p> <p>Annuités : 1<sup>ère</sup> : 800P 2<sup>ème</sup> : 800P 3<sup>ème</sup> : 1700P 10<sup>ème</sup> : 4900P</p>	<p><b>Par le système de la Haye OMPI</b></p> <p>Taxe de dépôt 397 CH +19CH pour chaque D&amp;M supplémentaire</p> <p>Taxe de désignation Russie 179CH +38CH pour chaque D&amp;M supplémentaire</p> <p>Taxe publications des reproductions 17CH par reproduction + 150CH par page supplémentaire</p> <p><b>Par la voie nationale</b></p> <p>Taxe de dépôt : 1700P + pour chaque dessin au-delà du 10<sup>ème</sup> : 700P</p> <p>Taxe d'examen : 3000P + 2500P pour chaque dessin ou modèle industriel d'un groupe de dessins ou modèles industriels supérieur à 1</p>	

# MISE EN ŒUVRE DES DROITS DE PI

---

On ne peut lutter contre la contrefaçon en Russie que si l'on est titulaire de droits de propriété intellectuelle en Russie. Plusieurs voies d'action sont alors possibles :

- ▶ **Amiable** : négociation et transaction afin d'éviter d'engager une procédure administrative ou judiciaire.
- ▶ **Administrative** : Le contrefacteur de la marque est administrativement responsable si le dommage causé par la contrefaçon est inférieur à 250 000 RUB. Les sanctions les plus graves s'appliquent aux personnes morales qui produisent ou vendent des produits contrefaits. L'amende qui peut être infligée dans ce cas est égale à cinq fois la valeur des marchandises contrefaites saisies et, en tout état de cause, elle ne peut être inférieure à 100 000 roubles (1 430 euros). Les marchandises contrefaites seront également confisquées.
- ▶ **Douanière** : pour obtenir la saisie aux frontières à l'import et à l'export, cette possibilité implique d'enregistrer ses titres au registre douanier des droits de propriété intellectuelle.
- ▶ **Pénale** : Si le dommage causé par l'infraction atteint ou dépasse 250 000 RUB (3 575 EUR) ou si le contrevenant récidive, il peut être tenu pénalement responsable. La contrefaçon d'un brevet qui a causé un préjudice important à l'auteur est passible d'une amende pouvant atteindre 200 000 RUB ou équivalente au revenu du contrevenant pendant 18 mois, ou d'une peine d'emprisonnement pouvant aller

jusqu'à deux ans. Des sanctions similaires s'appliquent à la violation des droits d'auteur et à la vente de produits contrefaisants.

Lorsque le contrevenant est une personne morale, les sanctions pénales seront appliquées à l'encontre des responsables de l'entité, car les personnes morales ne peuvent être tenues pour pénalement responsables en vertu de la législation russe.

- ▶ **Civile** : La voie civile permet au propriétaire de la marque de déposer une demande en justice pour :  
La cessation de la contrefaçon ; la saisie/destruction des produits contrefaisants (ou le retrait des signes ou étiquettes contrefaisantes) ; et le paiement de dommages compensatoires ou de dommages-intérêts légaux : forfaitaires, basé sur la valeur des marchandises contrefaites ou du coût d'une licence dans des conditions normales de marché.  
La loi anti-piratage fournit aux titulaires de droit d'auteur et de droits voisins un outil efficace pour faire respecter leurs droits.
- ▶ **Actions administratives ou judiciaires alternatives, notamment** : violation de secrets d'affaires, concurrence déloyale, responsabilité civile (produits défectueux, tromperie...).

Afin de réussir ces procédures, il est utile de constituer des preuves solides des actes de contrefaçon et de se faire accompagner dès le début par un professionnel spécialisé basé en Russie.

## LES LIENS UTILES

---

- ▶ Institut National de la propriété intellectuelle (INPI) : <https://www.inpi.fr/fr>
- ▶ Le Service Fédéral pour la propriété intellectuelle : <https://rospatent.gov.ru/en>
- ▶ Service économique de l'ambassade de France à Moscou : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/RU>
- ▶ La chambre de commerce et d'industrie France – Russie : <https://www.ccifr.ru/fr/>
- ▶ l'Association européenne de business (AEB) : <https://aebrus.ru/en/>
- ▶ Pour enregistrer des noms de domaine: <https://www.nic.ru/en>
- ▶ Pour consulter le registre douanier : <https://customs.gov.ru/registers/objects-intellectual-property>



**Conseiller Régional Propriété Intellectuelle**  
Service Économique Régional  
Ambassade de France en Russie  
[moscou@inpi.fr](mailto:moscou@inpi.fr)

